

MARDI, le 25 Juin 1811.

I N T É R I E U R.

PARIS, le 20 Juin.

L'ouverture du concile national s'est faite exactement selon le cérémonial, dans la basilique métropolitaine à Paris. Il est composé de 6 cardinaux, 9 archevêques, 3 archevêques nommés, 77 évêques, 9 évêques nommés, tout 104 prélats, tant de l'empire que du royaume d'Italie. Il serait difficile de se faire une idée d'une réunion plus belle et plus majestueuse. La procession des évêques est sortie du palais archiépiscopal, a fait le tour de la place de la basilique métropolitaine, et est entrée, à neuf heures, par la grande porte de l'église. Elle marchait avec gravité et recueillement. Les évêques ont occupé les sièges qui leur étaient préparés, et S. Em. Mgr. le cardinal Fesch, assisté de M. du Bois, évêque de Nantes, et de M. Crouseilles, évêque de Quimper, a officié solennellement.

M. de Boulogne, évêque de Troyes, a fait le discours d'ouverture. Son texte était ces paroles de l'évangile: *cum haec dixerit, stetit Jesus in medio eorum et dixit eis: pax vobis.* L'orateur chrétien s'est attaché à ces trois vérités: les principes de la religion font la sûreté des états; le culte en fait la gloire, et le ministère le bonheur. Il a fait un juste éloge de Bossuet, et a félicité l'église de voir réunis dans les mêmes sentimens les clergés de France et d'Italie. C'est une brillante du règne de S. M. C'est un titre de plus à la reconnaissance des apôtres et des ministres de l'évangile.

Le concile se forme et agit de trois manières: 1^o. en congrégations particulières; 2^o. en congrégations générales; 3^o. en sessions générales. On conserve la dénomination de congrégations, comme plus conforme à l'usage, et pourtant avec elle l'idée de choses ecclésiastiques.

Les congrégations particulières sont les sections, commissions, ou bureaux, entre lesquels sont distribuées les matières dont le concile doit s'occuper. Les congrégations générales sont celles dans lesquelles les congrégations particulières font rapport de leur travail, et dans lesquelles ce travail est prononcé, pour former les décrets. Les sessions sont destinées à prononcer et à publier les décrets formés dans les congrégations générales. Les sessions n'admettent aucune discussion.

La prochaine session est indiquée au 29 juin. Le concile a accordé cent jours d'indulgences à tous les assistants.

Aujourd'hui, il y aura dans le palais de l'archevêché une congrégation générale à laquelle assisteront les commissaires de S. M. l. et R. On assure que S. Exc. M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, et S. Exc. M. Marescalchi, ministre des relations extérieures du royaume d'Italie, sont nommés commissaires impériaux près le concile national. (Gazette de France.)

Voici les nouvelles les plus récentes de Londres:

Un grand nombre de personnes se sont transportées à Windsor, pour savoir des nouvelles de la santé du Roi. On leur a répondu qu'il ne se portait pas plus mal, mais qu'il était dans le même état qu'hier.

M. de Strathford, ayant reçu la nouvelle du blocus de Buenos-Ayres, a écrit au gouverneur de la Plata, et lui a demandé protection pour le pavillon des propriétés et des individus anglais. Il n'en a reçu qu'une réponse fort équivoque, qui est de nature à jeter de la défiance entre les deux nations.

M. de Helgoland, en date du 8 juin, que les mesures prises par l'ennemi pour empêcher la communication avec cette île deviennent de jour en jour plus rigoureuses. Des batteries sont dernièrement revenues sur la côte, et ont été crépues dans les îles adjacentes. Trois-cent hommes ont pris possession de l'île de Nordeney.

Le gouverneur de Wangeroog a été arrêté pour avoir entrepris une correspondance avec les habitants de cette île. Le vaisseau de S. M., le Fantôme, est parti avec un convoi pour la Baltique.

Une gazette extraordinaire du Mexique, du 9 avril, donne une lettre dont voici un extrait. S. M. le vice-roi a reçu, par un courrier extraordinaire, des nouvelles de don Gallego, qui commande en chef l'armée de Roi contre les insurgés. Ce général lui a écrit que le lieutenant-colonel don Joseph de Ochoa lui a donné avis que le gouverneur de Mouchora lui avait demandé 500 hommes pour escorter le butin qu'il a fait sur 205 insurgés.

DINGSDAG, den 25 Junij 1811.

BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

Le concile national s'est ouvert à Paris, le 20 juin, à neuf heures, par la grande porte de l'église. Elle marchait avec gravité et recueillement. Les évêques ont occupé les sièges qui leur étaient préparés, et S. Em. Mgr. le cardinal Fesch, assisté de M. du Bois, évêque de Nantes, et de M. Crouseilles, évêque de Quimper, a officié solennellement.

Le concile se forme et agit de trois manières: 1^o. en congrégations particulières; 2^o. en congrégations générales; 3^o. en sessions générales. On conserve la dénomination de congrégations, comme plus conforme à l'usage, et pourtant avec elle l'idée de choses ecclésiastiques.

Les congrégations particulières sont les sections, commissions, ou bureaux, entre lesquels sont distribuées les matières dont le concile doit s'occuper. Les congrégations générales sont celles dans lesquelles les congrégations particulières font rapport de leur travail, et dans lesquelles ce travail est prononcé, pour former les décrets. Les sessions sont destinées à prononcer et à publier les décrets formés dans les congrégations générales. Les sessions n'admettent aucune discussion.

La prochaine session est indiquée au 29 juin. Le concile a accordé cent jours d'indulgences à tous les assistants.

Aujourd'hui, il y aura dans le palais de l'archevêché une congrégation générale à laquelle assisteront les commissaires de S. M. l. et R. On assure que S. Exc. M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, et S. Exc. M. Marescalchi, ministre des relations extérieures du royaume d'Italie, sont nommés commissaires impériaux près le concile national. (Gazette de France.)

Voici les nouvelles les plus récentes de Londres:

Un grand nombre de personnes se sont transportées à Windsor, pour savoir des nouvelles de la santé du Roi. On leur a répondu qu'il ne se portait pas plus mal, mais qu'il était dans le même état qu'hier.

M. de Strathford, ayant reçu la nouvelle du blocus de Buenos-Ayres, a écrit au gouverneur de la Plata, et lui a demandé protection pour le pavillon des propriétés et des individus anglais. Il n'en a reçu qu'une réponse fort équivoque, qui est de nature à jeter de la défiance entre les deux nations.

M. de Helgoland, en date du 8 juin, que les mesures prises par l'ennemi pour empêcher la communication avec cette île deviennent de jour en jour plus rigoureuses. Des batteries sont dernièrement revenues sur la côte, et ont été crépues dans les îles adjacentes. Trois-cent hommes ont pris possession de l'île de Nordeney.

Le gouverneur de Wangeroog a été arrêté pour avoir entrepris une correspondance avec les habitants de cette île. Le vaisseau de S. M., le Fantôme, est parti avec un convoi pour la Baltique.

Une gazette extraordinaire du Mexique, du 9 avril, donne une lettre dont voici un extrait. S. M. le vice-roi a reçu, par un courrier extraordinaire, des nouvelles de don Gallego, qui commande en chef l'armée de Roi contre les insurgés. Ce général lui a écrit que le lieutenant-colonel don Joseph de Ochoa lui a donné avis que le gouverneur de Mouchora lui avait demandé 500 hommes pour escorter le butin qu'il a fait sur 205 insurgés.

qui sont maintenant prisonniers. Les effets de l'évêque ont été saisis. Précédemment, les généraux insurgés, Hidalgo, Abassola et plusieurs autres officiers avaient été pris à Acalita de Bajan avec les voitures qui transportaient leur or et leur argent. On s'est mis en marche pour reprendre Santillo."

(Gazette de France.)

SAINT-CLOUD, le 19 Juin.

Hier, S. M., après son lever, a accordé une audience à M. Matteucci, ministre de la justice des états de Lucques, et à M. le marquis de Lucchesini, major-dome de S. A. I. madame la princesse de Lucques et de Piombino, chargés de présenter de la part de S. A. I., des lettres de félicitation sur la naissance du Roi de Rome.

Aujourd'hui S. M. a tenu le conseil des ministres.

(Moniteur.)

BAYONNE, le 8 Juin.

Des lettres de Madrid annoncent des succès dans toute l'Estramadure, où les Français dominent sur tous les points. On a fortifié la vaste Chartreuse près de Séville, sur la rive droite du Guadalquivir, et par de grands travaux on en a fait une très-bonne citadelle, garnie d'une artillerie formidable, où l'on a établi des magasins de vivres, de munitions, et où se trouve une garnison nombreuse. La plupart des troupes qui étaient restées à Séville après le départ du duc de Dalmatie, ont formé la garnison de ce fort. La garde nationale a fait alors le service à Séville, où l'esprit public est toujours très-bon. On y continuait aussi les travaux pour l'embellissement de cette belle cité.

(Courrier de l'Europe.)

T R E S O R I M P É R I A L

A V I S A U C O M M E R C E

Le maître-des-requêtes directeur de la caisse centrale à Amsterdam, prévient messieurs les souscripteurs d'obligations à terme pour les droits de 40 et 50 pCt., que son excellence le ministre du trésor impérial a remis à la caisse centrale les obligations à recouvrer à l'échéance du mois de juin, et que c'est au bureau du caissier de la caisse centrale à Amsterdam, sur l'Oude-Turfmarkt, qu'ils doivent se présenter pour en faire le paiement et retirer leurs obligations quittancées par ce caissier, avant ou exactement au jour précis de l'échéance.

Il rappelle à messieurs les souscripteurs son annonce du 27 mars de cette année; il répète que la caisse centrale doit suivre dans tous les cas qui pourraient exister, la même marche que monsieur l'inspecteur-général du trésor impérial a suivie et dont le commerce a été instruit par des avis antérieurs, et qu'en conséquence messieurs les souscripteurs doivent observer la plus grande exactitude en payant leurs obligations précisément au jour de l'échéance, et dans les seules monnaies admissibles, afin de prévenir les mesures que le défaut de paiement nécessiterait, tant contre les souscripteurs, que contre les cautionnaires.

Amsterdam, le 14 mai 1811.

R O B E R T V O U T E

Le maître-des-requêtes, comte de l'empire, membre de la légion d'honneur, préfet du département du Zuiderzée;

A adressé à MM. les maires du département avec sa circulaire du 10 juin 1811 relativement à la tenue des actes de l'état civil une expédition du décret impérial du 12 juillet 1807, imprimé en placard et réglant les taxes qui peuvent être perçues pour la délivrance de ces actes. Ce décret est de la teneur suivante:

D É C R E T I M P É R I A L, concernant les droits à percevoir par les officiers publics de l'état civil.

De notre camp impérial de Koningensberg, le 12 juillet 1807.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE,

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur,

Vu les lois des 20 septembre et 19 décembre 1792, et celle du 3 ventôse an III, en ce qui concerne le prix des actes et extraits des actes de l'état civil;

Jugeant à propos que ces taxes soient constamment sous les yeux des administrés;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Conformément aux lois précitées, il continuera à être perçu, par les officiers publics de l'état civil,

Pour chaque expédition d'un acte de naissance, de décès, ou de publication de mariage, trente centimes, ci. 0 fr. 30 c.

Plus, pour le remboursement du droit de timbre, et le dixième en sus pour la taxe de guerre, quatre-vingt-trois centimes, ci. 0 — 83 —

1 fr. 13 c.

Pour celles des actes de mariage, d'adoption et de divorce, soixante centimes, ci. 0 fr. 60 c.

Plus pour le droit de timbre et la taxe de guerre, quatre-vingt-trois centimes, ci. 0 — 83 —

1 fr. 43 c.

had op 205 opstandelingen, welke thans gevangen zijn goederen van den visscher zijn in beslag genomen. Alleen waren de generaals der opstandelingen Hidalgo, Abassola en scheiden andere officieren te Acalita de Bajan gevangen genomen met de rijtuigen, die hun goud en zilver vervoerden. Men zich op weg begeven, om Santillo te heroveren."

(Gazette de France.)

SAINT-CLOUD, den 19 Junij.

Gister heeft Z. M., na deszelfs lever, gehoor verleend aan heer Matteucci, minister van justitie der staten van Lucca, aan den marquis van Lucchesini, major-dome van hare hoogh. mevrouwe de prinsesse van Lucca en Piombino, wege hare keiz. hoogh. gelast, brieven van gelukwenschen wegens de geboorte van den Koning van Rome, aan te bieden. Heden heeft Z. M. eenen raad van ministers gehouden.

(Moniteur.)

BAYONNE, den 8 Junij.

Brieven van Madrid maken melding van voordeel in Estramadura, alwaar de Franschen op alle punten de overhand hebben. Men heeft het uitgestrekt klooster der Karthuizen de nabijheid van Seville, op den regter-oever van de Guadalquivir, versterkt, en door het aanleggen van groote werken er een zeer goed kasteel, met eene geduchte verdediging, van gemaakt, alwaar men magazijnen van hielden en krijgsbehoeften heeft opgericht, en eene talrijke troep zich bevindt. Het grootst gedeelte der troepen, die, vertrek van den hertog van Dalmatie, in Seville waren, maakt de bezetting van dit fort uit. De burgerij, die toen te Seville, alwaar de openbare geest zeer goed is, den verricht. Men ging aldaar ook met de werken voort, tot afwijking van deze schoone stad.

(Courrier de l'Europe.)

KEIZERLIJKE SCHATKIST.

B E R I G T A A N D E N K O O P H A N D E L

De rekwestmeester directeur der centrale kas te Amsterdam verwittigt den heeren ondertekenaars der obligatiën op voldoening der regten van 40 en 50 ten honderd, dat Z. M. minister der keizerlijke schatkist de in te vorderen obligatiën in juniij aanstaande vervallende, aan de centrale kas heeft remitteerd, en dat zijl. zich aan het bureau van den kassier der centrale kas, op de Oude-Turfmarkt, te Amsterdam, moeten vervoegen; hunne obligatiën voor of stiptelijk vervaldag zelve voldoen, en, door gemelden kassier veld teekend, intrekken.

Hij herinnert den heeren ondertekenaars het berigt van 27sten maart dezes jaars; hij herhaalt nogmaals, dat de centrale kas in alle voorkomende gevallen denzelfden loyale honden, welken door den heer inspecteur-generaal der keizerlijke schatkist gevolgd, en aan den koophandel, bij vroegeres tentien, is bekend gemaakt: zullende mitsdien de heeren ondertekenaars de grootste naauwkeurigheid dienen in acht te nemen, door hunne obligatiën precies op den vervaldag te voldoen, en wel in zoodanige specien, als alleenlijk worden aangenomen, ten einde die maatregelen voor te nemen, welke gebrek aan betaling, zoo tegen de ondertekenaars, als tegen hunne borgen zoude noodzakelijk maken. Amsterdam, den 14den mei 1811.

R O B E R T V O U T E

De rekwestmeester, graaf des rijks, lid van het legioen van eer, prefekt van het departement van de Zuiderzee;

Heeft den maires van dit departement, nevens zijne circulaire van den 10den juniij 1811, betrekkelijk het houden der rekeningen voor den burgerlijken staat, een afschrift toegezonden van het keizerlijk decreet, van den 12den juliij 1807, in plano bijgevoegd, en waarbij de gelden, die voor het afgeven der akten kunnen worden gevorderd, worden bepaald. Dit decreet is van den inhoud:

KEIZERLIJK DECREET, betrekkelijk de regten van de openbare ambtenaren van den burgerlijken staat te ontvangen.

In ons keizerlijk kamp van Koningensbergen, den 12 juliij 1807.

NAPOLÉON, KEIZER DER FRANSCHE, KONING VAN ITALIE,

Op het rapport van onzen minister van binnenlandsche zaken,

Gezien de wetten van 20 september en 19 december 1792, van den 3den ventôse van het jaar III, betrekking hebbende op de prijs der akten en extracten van akten van den burgerlijken staat;

Dienstig oordeelende, dat deze gestelde prijzen bestemd zijn het oog zijn van onze onderhoorigen;

Onzen staatsraad gehoord,

Hebben wij gedecreteerd en decreteren hetgeen volgt:

Art. 1. Overeenkomstig de hier voren aangehaalde wetten, zal door de openbare ambtenaren van den burgerlijken staat voortgecontinueerd met de invordering van het volgende:

Voor ieder afschrift van eene akte van geboorte, van huwelijks-afkondiging, dertig centimes, ci. 0 fr. 30 c.

Alsmede, voor uitschot van het regt van het zegel en de tiende verhooging voor de oorlogs-schatting, drie-en-tachtig centimes, ci. 0 fr. 88 c.

Voor die der akten van huwelijk, van adoptie en van rechtscheiding zestig centimes, ci. 0 fr. 60 c.

Verder voor het regt van het zegel en de oorlogs-schatting drie-en-tachtig centimes, ci. 0 fr. 88 c.

1 fr. 48 c.

Dans les villes de cinquante mille âmes et au
 pour chaque expédition d'acte de nati-
 de décès et de publication de mariage,
 centimes, ci..... 0 fr. 50 c.
 pour le droit de timbre et la taxe de
 quatre-vingt-trois centimes, ci..... 0 — 83 —
 1 fr. 33 c.

celles des actes de mariage, d'adoption et
 divorce, un franc, ci..... 1 fr. 00 c.
 pour le droit de timbre et la taxe de
 quatre-vingt-trois centimes, ci..... 0 — 83 —
 1 fr. 83 c.

A Paris, etc.
 Il est défendu d'exiger d'autres taxes et droits, à peine
 de concussion.
 Il est rien dû pour la confection desdits actes et leur
 enregistrement dans les registres.
 Le présent décret sera constamment affiché en placard
 aux caractères, dans chacun des bureaux ou lieux où
 les opérations relatives à l'état civil sont reçues, et dans
 les dépôts des registres.
 Notre grand-juge ministre de la justice et notre ministre
 de l'intérieur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de
 l'exécution du présent décret.
 (signé,) N A P O L E O N.
 Par L'EMPEREUR, Le secrétaire-d'état,
 (signé,) HUGUES, B. MARET.

L'auditeur au conseil-d'état; sous-préfet de l'arrondisse-
 ment d'Amsterdam, prévenant ses administrés que M. le préfet
 du département du Zuiderzée a pris l'arrêté suivant:

M. le maître-des-requêtes, comte de l'empire, membre de la
 légion d'honneur, préfet du département du Zuiderzée; vu
 la lettre de M. l'intendant de l'intérieur en Hollande sur
 l'envoi à faire au gouvernement par les propriétaires d'ar-
 mes de guerre;

Considérant que les lois françaises s'opposent non seule-
 ment à ce que des particuliers aient des magasins d'armes
 de guerre, mais même des armes de guerre, et qu'il im-
 porte à la sûreté publique qu'il n'existe pas de semblables
 dépôts;

Considérant que si les propriétaires de ces armes de guerre
 n'ont pas jusqu'ici à en faire la déclaration, ce retard est
 dû à l'incertitude où ils se trouvent, si le paiement
 en serait fait, que depuis que S. M. a donné l'assurance
 officielle que les armes seront achetées pour le compte du
 gouvernement et payées sur estimation, cette incertitude
 vient à cesser, aucun motif ne peut ni ne doit plus sus-
 pendre la déclaration et le dépôt que l'on peut avoir
 de ces armes.

A R R Ê T É :

Art. 1er. Tous les propriétaires d'armes de guerre sont
 autorisés à en faire la déclaration d'ici au premier juillet
 1811, par armes de guerre l'on entend, les armes telles que
 canons, mortiers, obus, fusils de munition, carabines, pisto-
 lets d'arçons et autres armes servant aux troupes de terre
 et de mer.

2. Toutes les armes de guerre que l'on aura livré d'ici à
 cette époque seront estimées et payées aux propriétaires, ce
 délai échu il sera fait des recherches et celles que l'on
 trouvera seront confisquées sans indemnité.

3. Les détenteurs de ces armes de guerre, s'il y en avait
 encourront les peines prononcées par les lois, contre ceux
 qui conservent de pareilles armes sans en donner connais-
 sance aux autorités constituées.

4. L'expédition du présent arrêté sera envoyée à mes-
 sieurs les sous-préfets, directeur-général de la police, colo-
 nel d'artillerie, maire de la ville d'Amsterdam et capitaine,
 de la gendarmerie pour en surveiller l'exécution.

Le 8 juin 1811. (signé,) Comte DE Celles.
 Pour copie conforme,
 L'auditeur au conseil-d'état, sous-préfet de
 l'arrondissement d'Amsterdam,
 A B E R M A.

L'auditeur sous-préfet ci-dessus nommé prévient que toutes
 les armes de guerre qui doivent être remises pourront être
 envoyées à l'arsenal à Amsterdam chez M. le colonel com-
 mandant de l'artillerie baron Levassieur.

Amsterdam, le 14 juin 1811.
 L'auditeur au conseil-d'état, sous-préfet de
 l'arrondissement d'Amsterdam,
 A B E R M A.

De la stadsraad, ridder van het rijk, officier van het legioen
 van eer, intendant-général der finantien en van de keizerlijke
 schatkist in Holland brengt, door deze, ter kennis van alle
 belanghebbenden, dat de ontvangers der verponding in de arron-
 dissementen Wijk bij Duurstede, Amersfoort, in het eerste en
 tweede arrondissement Veecht, en in de arrondissementen Weesp
 en Amsterdam zijn geautoriseerd en gelast tot de perceptie, over
 de jaren 1811, van de bij koninklijk besluit van 27 juni 1810

2. In de steden van vijftig-duizend zielen en daar
 boven, voor ieder afschrift van eene akte van ge-
 boorte, van overlijden en van huwelijks-aankondiging
 vijftig centimes..... 0 — 50 —
 Voorts, voor het regt van het zegel en de oor-
 logs-schatting, drie-en-tachtig centimes..... 0 — 88 —
 1 fr. 33 c.

Voor die der akten van huwelijk, van adoptie en
 van echtscheiding, een franc..... 1 fr. 00 c.
 Alsmede, voor het regt van het zegel en de oor-
 logs-schatting, drie-en-tachtig centimes..... 0 — 88 —
 1 fr. 83 c.

3. Te Parijs, enz.
 4. Het is verboden, andere straffingen en regten te vorderen,
 op de straffen op knevelarij gesteld.
 Er zal niets behoeven betaald te worden voor de vervaardig-
 ing der gezegde akten, en derzelver inschrijving in de registers.
 5. Het tegenwoordig decreet zal bestendiglijk aangeplakt en
 in groote letteren voorhangen, op elk der bureaux of plaatsen,
 alwaar de verklaringen, betrekkelijk den burgerlijken stand, ont-
 vangen worden, en op alle de bewaarplaatsen der registers.
 6. Onze groot-regter, minister van justitie en onze minister
 van binnenlandsche zaken, zijn, ieder voor zoo veel hem aan-
 gaat, belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.
 (geteekend,) N A P O L E O N.
 Van wege den KEIZER,
 De minister secretaris van staat,
 (geteekend,) HUGUES B. MARET.

De auditeur bij den staatsraad, onder-prefekt van het arron-
 dissement Amsterdam, brengt, mits deze, ter kennis van elk en
 een iegelijk, dien dit mogt aangaan, dat de heer prefekt van het
 departement van de Zuiderzee, het navolgend besluit genomen heeft:

De rekwestmeester, graaf des rijks, lid van het legioen van
 eer, prefekt van het departement van de Zuiderzee, gezien heb-
 bende de missive van den heer intendant van binnenlandsche
 zaken in Holland, ten aanzien van de overlevering der wapenen van
 oorlog, door de eigenaren derzelve, aan het gouvernement te doen;

Overwegende, dat de fransche wetten niet alleen het houden
 van magazijnen van wapenen van oorlog, maar ook het houden
 van enkele wapenen, door bijzondere personen, verbieden, maar
 dat zelfs de openbare veiligheid er aan gelegen ligt, dat er zoo-
 danige verzamelingen niet bestaan;

Overwegende, dat, indien de eigenaren dezer wapenen van
 oorlog, tot dus verre, nalatig zijn geweest hiervan opgave te
 doen, dit verzuim is veroorzaakt geworden, door de onzekerheid
 waarin zij zich bevonden hebben, of de betaling daarvan soude
 geschieden; dat, sedert Z. M. de bijzondere verzekering heeft
 gegeven, dat deze wapenen voor rekening van het gouvernement
 zullen worden ingekocht, en volgens taxatie betaald, deze onze-
 kerheid is komen te vervallen, en alnu geene redenen meer
 kunnen noch moeten verhinderen, de verklaring en de opgave te
 doen van alle die wapenen, welken men onder zich mogt hebben.

B E S L U I T :

Art. 1. Alle eigenaren van wapenen van oorlog zijn geanto-
 riseerd, hier van verklaringen op te geven, van nu af aan
 tot den 1sten juli 1811. Door wapenen van oorlog wordt ver-
 staan kanonnen, mortieren, houwitzers, ammunitie-geweeren,
 karabijnen, holster-pistolen en andere wapenen, ten dienste der
 kroonen te land en ter zee.

2. Alle wapenen van oorlog, welke men zal hebben ingeleverd,
 van nu af aan tot aan het genoemd tijdstip, zullen getaxieerd
 en betaald worden aan de eigenaren, en dit tijdstip verloopende
 zijnde, zal daar na een onderzoek geschieden, en alle diegenen,
 welke gevonden worden, zullen, zonder schadeloosstelling, ver-
 keurd worden verklaard.

3. De houders dezer wapenen van oorlog, indien er zoodanige
 waren, zullen de straffen ondergaan, welke de wetten uitspre-
 ken tegen degenen, die zoodanige wapenen bewaren, zonder
 daarvan kennis te geven aan de geconstitueerde magten.

4. Dit tegenwoordig besluit zal worden verzonden aan de hee-
 ren onder-prefekten, directeur-generaal der politie, kolonel der
 artillerie, maire der stad Amsterdam en kapitein van de gendar-
 merie, om de uitvoering daarvan te surveilleren.

Den 8den juni 1811. (geteekend,) Graaf DE CELLES.
 Voor kopij conforme:
 De auditeur bij den staatsraad, onder-prefekt
 van het arrondissement Amsterdam,
 A B E R M A.

De auditeur onder-prefekt voornoemd waarschuwt, dien ten-
 gevolge, dat men de boven vermelde wapenen zal kunnen afleve-
 ren aan het arsenaal te Amsterdam, bij den heer kolonel kom-
 mandant der artillerie Levassieur.

Amsterdam, den 14den juni 1811.
 De auditeur onder-prefekt voorn.,
 A B E R M A.

uitgeschreven belasting van twee en eene halve stuiver te ponde,
 van de verponding op de landden, gelegen in de onderscheiden
 polders en gerechten, welke op de rivier de Vecht uitwatren,
 en van twee penningen te ponde, van de verponding op de ge-
 bouwen in de steden Amsterdam, Weesp en Muiden, tot vinding
 der kosten van de reparatie der groote zeestuis te Muiden, en
 zulks geheel in numerair, tevens en gelijktijdig met de perceptie
 der verponding over 1811, en onder afzonderlijke annotatie

AAN HET BUREAU VAN DEN COURIER, te Amsterdam.